

La France prépare-t-elle ses hôpitaux à une guerre de grande ampleur en Europe ?

écrit par Jeanne la pucelle | 28 août 2025



Le personnel soignant dans un couloir des urgences de l'hôpital Pasteur 2, à Nice, le 22 août 2023. [Photo d'archives]



Le personnel soignant dans un couloir des urgences de l'hôpital Pasteur 2, à Nice, le 22 août 2023. [Photo d'archives]

Le gouvernement français aurait ordonné aux hôpitaux de se préparer à un afflux massif de blessés issus d'un conflit armé. Cette directive, qui vise une mise en œuvre complète d'ici mars 2026, prévoit la création de centres médicaux pour accueillir des centaines de soldats, y compris étrangers, dans un cadre défini par les obligations de l'OTAN.

Des documents internes du ministère français de la Santé, révélés par *Le Canard enchaîné* le 26 août, indiquent que les hôpitaux civils doivent se préparer à accueillir un grand nombre de blessés de guerre d'ici mars 2026.

Cette directive découle d'un mandat du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, directement rattaché à Matignon.

Le dispositif prévoit l'ouverture de centres médicaux situés à proximité de grands axes de transport – gares, ports ou aéroports – pour faciliter l'acheminement des blessés issus de zones de combat. Ces centres devront

pouvoir accueillir jusqu'à 100 patients par jour pendant deux mois, avec une capacité portée à 250 blessés quotidiens lors de pics d'activité, selon les informations publiées.

Les hôpitaux civils devront être capables de traiter plus de 100 000 blessés sur une période allant de dix à cent quatre-vingts jours. Cette organisation concerne principalement les soldats étrangers, soignés sur le sol français dans le cadre d'accords internationaux. Le personnel médical pourra être réquisitionné dans tous les secteurs pour renforcer les 14 000 membres du Service de santé des armées.

Une mobilisation sanitaire entièrement militarisée

Une circulaire du ministère de la Santé citée par *Le Canard enchaîné* recommande d'informer les soignants sur les réalités d'un contexte de guerre : manque de moyens, afflux de blessés, traumatismes psychologiques et prise en charge longue durée. Une « instruction confidentielle » prévoit même que les hôpitaux militaires devront être entièrement libérés pour accueillir des soldats blessés, obligeant les malades civils actuellement pris en charge dans ces établissements – notamment des patients atteints de cancer – à être transférés vers les hôpitaux civils.

Ces préparatifs montrent que la France se positionne comme base arrière logistique et médicale de l'OTAN.

La *Revue nationale stratégique 2025* insiste d'ailleurs sur ce rôle, affirmant que **la France devra « assumer une position centrale dans la défense de l'Europe »**. Le document évoque la possibilité d'un conflit armé majeur d'ici 2030.

Entre discours modérés et préparatifs concrets de guerre

Face à l'inquiétude croissante, la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, a tenté de minimiser la portée de ces mesures sur BFMTV, le 27 août, en évoquant une simple démarche « d'anticipation », comparable à celle utilisée pour les pandémies. Elle affirme que « le pays doit être prêt à toute forme de crise ».

En parallèle, un livret intitulé *Tous résilients*, qui inclura une section dédiée à la guerre, sera distribué à la population dès l'automne. Ce type de communication participe à installer progressivement une logique de mobilisation nationale.

Emmanuel Macron a lui-même justifié ces orientations en accusant la Russie de représenter une menace pour l'Europe.

Tout en appelant officiellement à une issue diplomatique au conflit en Ukraine, **son gouvernement agit en réalité dans une stratégie d'escalade, dans la ligne directe des intérêts de l'OTAN.**

[Source RT France](#)